

## Chap 17

### *Katyń, le massacre dans la forêt.*

« Le peuple n'a pas besoin de liberté, car la liberté est une des formes de la dictature bourgeoise »

Lénine

Le 30 juillet 1941, après l'invasion de l'Union Soviétique par Hitler, Molotov, ministre des affaires étrangères de Staline dit à von Schulenberg, ambassadeur d'Hitler à Moscou : « Nous n'avons pas mérité cela. ». Staline est anéanti par la trahison de son partenaire. Par la force des choses, il se retrouve dans le camp des Alliés. Il rétablit même les relations diplomatiques avec la Pologne, signant avec le général Sikorski un accord sur la formation d'une armée polonaise sur le territoire soviétique et acceptant l'amnistie de tous les prisonniers polonais détenus en Union Soviétique.

Le commandement de cette armée est confié au général W. Anders, tiré à l'occasion de sa prison de Lubianka<sup>1</sup> à Moscou. Le recrutement se fait parmi le million et demi de Polonais déportés et internés dans les camps soviétiques après le 17 septembre 1939.

Avec ces rescapés, le général Anders forme une armée. Pour la rendre opérationnelle, il a besoin d'officiers. Ceux-ci manquent à l'appel. Sur quatorze généraux capturés par les Soviétiques en septembre 1939, seulement deux se sont présentés. En fait, il manque 15 000 cadres, dont 8 400 officiers. Anders récupère moins de la moitié de l'effectif du corps d'officiers de l'armée polonaise d'avant-guerre. Où sont les autres? Le 3 décembre 1941, Sikorski pose cette question à Staline :

- *Où sont ces hommes ?*

---

<sup>1</sup> Lubianka, sinistre et célèbre prison moscovite, immeuble abritant autrefois le KGB, aujourd'hui le FSB.

Staline répond :

*Ils se sont enfuis en Mandchourie.*

En avril 1943, les Allemands, qui occupent depuis 1941 les territoires occidentaux de l'URSS, découvrent dans la forêt de Katyń, à l'ouest de Smolensk, un charnier avec des milliers de corps empilés les uns sur les autres. Ils portent des uniformes d'officiers polonais et la trace de leur exécution : une balle dans la nuque. Radio-Berlin rend la découverte publique le 13 avril 1943 en accusant les Soviétiques. Deux jours après, ceux-ci rejettent la faute sur les Allemands.

L'établissement de la date du massacre est primordial pour désigner le coupable. Les Soviétiques ont occupé cette région jusqu'à la fin de l'été 1941. Après quoi, elle est passée sous le contrôle des nazis. Les Allemands font appel à une commission d'enquête internationale. Celle-ci affirme que l'exécution date du printemps de l'année 1940. Un rapport clandestin de la Croix-Rouge polonaise aboutit à la même conclusion. Les Soviétiques nient violemment leur responsabilité. Ils accusent les Allemands et rompent aussi tôt les relations diplomatiques avec le gouvernement polonais de Londres.

Révélant cette découverte au monde, les Allemands sèment le doute parmi les Alliés. Il y a donc plus criminel que le criminel ? Comprenant cependant que le maintien de l'alliance avec l'URSS est indispensable à la victoire alliée, Churchill et Roosevelt étouffent l'affaire.

Que cache cette forêt de Katyń ? Pourquoi une telle barbarie ?

Au delà du crime, Katyń est le symbole d'un calcul froid et d'une manipulation politique sans précédent.

En septembre 1939, l'Union soviétique envahit la Pologne, conformément aux accords signés avec Hitler. 230 000 officiers et soldats polonais sont faits prisonniers par l'Armée rouge. Certains simples soldats sont libérés, d'autres déportés en Sibérie, mais plus de 22 000 cadres restent détenus, notamment dans les camps de Starobielsk, Kozielsk et Ostachkov.

Pour désengorger les prisons, Beria, le chef du NKVD, propose, entre autre, dans une lettre confidentielle adressée à Staline et datée du 5 mars 1940, l'extermination massive des prisonniers de guerre polonais.

Staline, par la décision du 5 mars 1940 (794/B) ordonne alors la liquidation de 25 700 Polonais, « *ennemis incorrigibles du pouvoir soviétique* ». L'ordre de Moscou était de supprimer toutes les

élites polonaises : étudiants, juges, propriétaires terriens, fonctionnaires, ingénieurs, professeurs, avocats et, bien sûr, officiers.

C'est ainsi que commence le texte de la décision du Bureau politique du PCUS signé par Staline, le 5 mars 1940 :

*Confier au NKVD de l'URSS :*

*1) Les cas des 14.700 personnes qui se trouvent dans les camps de prisonniers de guerre, anciens officiers polonais, fonctionnaires, propriétaires terriens, policiers, agents de renseignement, gendarmes, colons et détenus de droit commun ;*

*2) ainsi que les cas des 11.000 personnes arrêtées qui se trouvent dans les prisons des régions occidentales de l'Ukraine et de la Biélorussie, membres de diverses organisations contre-révolutionnaires d'espionnage et de subversion, anciens propriétaires terriens, industriels, anciens officiers polonais, fonctionnaires et transfuges - à examiner selon la procédure spéciale, avec l'application à ceux-ci de la peine capitale, par fusillade.*

*(...)*

*Signé :*

*Secrétaire du Comité central*

*J. Staline.*

Transférés à Katyń, à Kharkov et à Kalinine, les militaires polonais sont exécutés d'une balle dans la nuque. Certains sont achevés à coup de baïonnette. Staline entend ainsi détruire les élites polonaises pour empêcher la renaissance d'un État polonais souverain.

Comble de la perversion et de l'efficacité, le NKVD a noté les adresses des familles des prisonniers qui ont pu maintenir le contact avec leurs proches. Ces familles sont inscrites dans les registres des Polonais destinés à la grande déportation d'avril 1940 vers la Sibérie et le Kazakhstan.

Finalement, sur les 230 000 prisonniers de guerre polonais, officiers ou simples soldats officiellement déclarés par Staline, on peut affirmer aujourd'hui que :

- 4 566 prisonniers détenus à Kozielsk ont été assassinés à Katyń,
- 6 588 prisonniers d'Ostachkov ont été massacrés près de Kalinine,
- 3 977 prisonniers de Starobielsk sont morts près de Kharkov à Piatikhatki,
- 4 181 prisonniers ont été exécutés dans les prisons d'Ukraine, principalement à Kiev,
- 4 465 prisonniers ont été exécutés dans les prisons biélorusses, principalement à Minsk,

- plus de 2 500 prisonniers ont été exécutés sur place.

90% des suppliciés sont des militaires. Parmi eux, il y avait 9 298 officiers et sous-officiers et 9 701 fonctionnaires de police. Il y avait aussi des prêtres, des enseignants, des professeurs d'université, des médecins...

Staline disait que « *la mort d'une personne est une tragédie, alors que la mort de millions de personnes est une statistique* ».

Le calcul macabre peut continuer : 42 000 prisonniers polonais ont été donnés par les Soviétiques aux Allemands, 75 000 ont rejoint les forces polonaises d'Occident et 7 000 l'Armée rouge et plus de 81 000 sont toujours manquants...

Les preuves de la culpabilité soviétique sont incontestables. Pourtant, le gouvernement britannique de l'époque, guidé par des considérations de Realpolitik, tout comme les USA, déterminés par le souci de l'organisation du monde d'après-guerre, préférèrent passer le massacre de Katyn sous silence. Winston Churchill, dans un télégramme adressé à Staline, rend les Polonais coupables de la rupture des relations diplomatiques avec l'URSS : « *... l'établissement des relations amicales avec la Russie soviétique ne sera possible, tant que ce gouvernement [polonais] maintient ses accusations humiliantes envers le gouvernement soviétique...* »

Ceci n'était pas évidemment du goût du gouvernement polonais de Londres et de son chef, le général Sikorski.

Le 4 juillet 1943, le général Władysław Sikorski disparaît dans un accident d'avion à Gibraltar. Les circonstances de sa mort ne sont toujours pas élucidées. Les archives britanniques sur cette catastrophe sont secrètes jusqu'en 2050. Cependant, certains historiens pensent savoir à qui profitait cette disparition, soit disant accidentelle.

Le massacre des officiers polonais à Katyn fut longtemps présenté par la propagande communiste comme un forfait nazi. Ceci fut l'un des plus gros mensonges du régime soviétique, largement diffusé à l'Ouest et notamment en France. Le procès de Nuremberg entérine ce mensonge fondé sur des expertises fantaisistes et sur la complicité occidentale. Le procureur soviétique accuse alors le 535<sup>e</sup> régiment de transitions allemand qui occupait ce secteur à l'automne 1941. Les officiers de ce régiment n'ont aucune difficulté à se disculper devant le tribunal. Du coup, le crime de Katyn ne figure pas dans les actes du jugement de Nuremberg. Telford Taylor, procureur à Nuremberg, a écrit : « *Dans l'affaire de Katyn, les circonstances étaient telles que seule l'Union soviétique ou*

*l'Allemagne pouvait avoir perpétré l'atrocité. La seule façon, pour l'une ou l'autre des parties de démontrer son innocence était de prouver la culpabilité de l'autre. ». En 1945, un procureur soviétique à Nuremberg, Nikolaï Zoria, refuse de se taire... et est retrouvé assassiné dans sa chambre. Plus personne n'ose désormais parler autrement que comme la « radio Moscou ».*

Pourtant, une dépêche adressée au ministère français des affaires étrangères par l'ambassadeur de France à Varsovie, ne laisse aucun doute quant à l'analyse de la déformation de l'histoire dans les manuels scolaires polonais :

MONSIEUR JEAN BAELEN AMBASSADEUR DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE A  
VARSOVIE  
A  
MONSIEUR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

*J'ai déjà entretenu le Département d'un manuel scolaire publié sur l'initiative du Ministère de l'Instruction Publique à Varsovie et qui refait l'histoire du pays selon les normes staliniennes.*

*Cet ouvrage n'a pas esquivé la délicate question du massacre de quelques milliers d'officiers polonais, en 1941, de la forêt de Katyń.*

*Nous avons donc maintenant la version officielle de cette pénible affaire:*

*« On trouve, dans la célèbre affaire de Katyń, un exemple de la propagande antisoviétique. Les Allemands, dans leur avance vers Moscou cernèrent, en 1941, dans la région de Smolensk, un camp d'officiers polonais prisonniers qu'ils assassinèrent. Plus tard ils cherchèrent à rejeter sur les autorités soviétiques la responsabilité de ce terrible crime. La réaction polonaise s'empara de cette provocation allemande soutenue par la propagande hitlérienne et arriva à une rupture des relations avec l'Union Soviétique. Tout cela à un moment où l'Union Soviétique menait une lutte héroïque non seulement pour sa propre défense, mais pour la liberté de toutes les nations, dont la nation polonaise. »*

*Telle est désormais la vérité sur ce point, mais du train où est menée la politique de rapprochement polono-allemand, il faut prévoir que la prochaine édition du manuel nous apprendra que le massacre de Katyń n'a pas eu lieu!*

En 1959, le KGB remet à Nikita Khrouchtchev les détails chiffrés sur le crime de Katyń. De toute façon, il était au courant, car il était le pacificateur des territoires orientaux de la Pologne, pour le compte de Staline.

Dans la note N-632-Sz (H-632-III) du 3 mars 1959, A. Chélépin, chef du KGB, propose la destruction de 21 857 dossiers, des ces « polonais bourgeois » des camps de Starobielsk, Kozielsk et Ostachkov, jugés inutiles historiquement. Après cette destruction, il ne reste dans les archives du Kremlin qu'un seul dossier. Cependant un rapport secret dû à Chélépin fait état de « 21 857 Polonais de l'élite, fusillés en 1939 sur ordre de Staline ». Il a constitué un des plus grands secrets de l'Union Soviétique durant un demi-siècle.

Malgré la déstalinisation, Moscou estime inutile de révéler la vérité, car l'Occident s'est déjà habitué à la version de la culpabilité allemande. La responsabilité nazie, c'est la thèse officielle jusqu'en 1990, surtout en France. L'académicien et historien Alain Decaux a développé un jour, dans le cadre de ses émissions populaires, l'histoire de Katyń. Il a présenté la thèse officielle de la controverse avec en conclusion la balance qui penche vers la culpabilité allemande. Plus tard, Alain Decaux avoua le regretter, car s'il avait fait un véritable travail d'historien, il aurait pu présenter la « vraie vérité », sans difficulté.

Il faudra attendre la chute du mur de Berlin pour que Mikhaïl Gorbatchev admette la responsabilité de Moscou dans le massacre de Katyń. En avril 1990, l'agence d'informations soviétique (TASS) annonce officiellement la reconnaissance de l'implication de l'URSS dans ce crime. Le 14 octobre 1992, Boris Eltsine remet au Président polonais Lech Walesa, une copie de l'ordre signé par Staline le 5 mars 1940, ordonnant l'exécution de 25 000 cadres polonais. Les autorités russes finissent par admettre ce que les historiens savaient déjà depuis longtemps. Cependant, cette affaire n'est pas terminée. Le 4 mars 2005, l'Institut Polonais de la Mémoire Nationale (IPN), chargé d'enquêter sur les crimes nazis et staliniens, annonce que Moscou refuse de transmettre à la Pologne le dossier de Katyń. De plus, 33 volumes d'actes, sur 100, relatifs à ce crime restent inaccessibles aux enquêteurs polonais car ils sont toujours classés par Moscou comme « secrets ».

Il y a plus grave : le 11 mars 2005, après 14 ans d'enquête, le parquet militaire de la Fédération de Russie a classé l'affaire. Il refuse de reconnaître dans le massacre de Katyń un crime de guerre ou un crime contre l'humanité. Pour les Russes, Katyń n'est qu'un crime de droit commun, déjà prescrit. Pourtant, ce sont bien les Russes qui cherchaient à Nuremberg à faire attribuer Katyń aux Allemands, sous le chef d'accusation n°3, soit « crimes de guerre ». De plus les conventions de Genève stipulent toujours que l'exécution de prisonniers d'une armée régulière est un crime contre l'humanité, donc imprescriptible.

Le 17 septembre 2007 était le 69<sup>ème</sup> anniversaire de l'agression soviétique contre la Pologne. Ce jour là, Andrzej Wajda à présenté la première de son nouveau film : Katyn. Il est dédié à des milliers de victimes directes et indirectes, notamment à son père, Jakub Wajda, capitaine dans l'armée polonaise, dont le nom figure la liste de Katyn. C'est aussi le cas du père de Krzysztof Penderecki, grand compositeur et auteur de la musique du film.

Ce film, qui est une terrible accusation, vient d'être sélectionné aux Oscars 2008, dans la catégorie « Meilleur film en langue étrangère ».

Katyń, en plus d'un « crime de guerre » et d'un « crime contre l'humanité », est aussi un crime contre la justice et la mémoire. Enfin, 69 ans après, un cinéaste tente de réveiller cette mémoire.

Qui s'occupera de la justice ?

\*\*\*



Quelques victimes de la longue liste de plus 22 000 cadres de l'armée polonaise exterminés en 1940 par le « meilleur allié d'Hitler.



Exhumations des corps d'un des charniers de Katyn – 1943